

*Les subsides*

pénalisés à ce point-là quand ils doivent payer pour utiliser la route.

Et si l'autoroute des Laurentides faisait ses frais avec les taux imposés, on pourrait dire que c'est peut-être un bon principe que certaines routes pourraient être payantes. Cependant, malgré son coût élevé, l'autoroute ne fait pas ses frais parce que la comptabilité et l'institution créée par le gouvernement provincial n'a jamais libéré de vieilles dettes de la Régie des autoroutes. Simplement, il faut dire que les coûts du financement consomment une bonne partie des recettes.

Mon collègue, le député de Laval (M. Roy) depuis plusieurs années, depuis en fait la construction d'autoroutes et il le rappelle souvent, il le faisait encore lundi dernier, rappelait à la population que l'autoroute 13, par exemple, a été construite grâce à un prêt de 100 millions de dollars à très bas intérêt, et grâce à une subvention de pas moins de 30 millions de dollars, pour justement aider le gouvernement de la province de Québec à réaliser cette partie-là de l'autoroute puisqu'il n'y a pas de route parallèle. Si on pouvait compter sur une route parallèle, et dire que si vous ne voulez pas payer un dollar pour faire cette petite partie de 13 milles ou de 20 kilomètres, vous pouvez utiliser une route parallèle... Mais il n'y en a pas, il n'existe pas de route parallèle à la route 13. Il y a la route 17 ou 117 qui est l'ancienne route 11, et qui est parallèle à l'autoroute 15, entre Montréal et Sainte-Agathe. Cependant, ça n'existe pas. L'autoroute 13 n'a pas de route parallèle, et si vous voulez utiliser une route rapide pour vous rendre chez vous, une route économique, vous devez payer. Alors, c'est absolument inacceptable et j'espère que la pression que nous avons tous exercée depuis quelques années, et mon collègue de Laval depuis plusieurs années, j'espère, monsieur le Président, que ça va convaincre le gouvernement de la province de Québec de la bêtise qui se perpétue et qui empêche, en fait, le développement économique et touristique de la région des basses Laurentides.

D'autres difficultés, monsieur le Président, des chinoïseries, des tracasseries sont créées par le gouvernement de la province de Québec quand il s'agit d'arriver à des accords pour aider l'industrie. La seule industrie touristique qui, je m'en souviens, a été aidée par un programme à frais partagés avec Québec, c'est la station touristique de Mont-Tremblant. Et parce qu'à ce moment-là, cela appartenait à la Caisse d'entraide économique et ce sont probablement les cadres de la Caisse d'entraide qui ont forcé le député responsable d'alors, le député de Labelle à l'époque, Jacques Léonard, à travailler et à bouger dans ce dossier-là. Cependant, on n'a pas réussi, monsieur le Président, à s'asseoir avec eux et leur faire confiance suffisamment pour signer des accords et faire avancer l'industrie touristique dans ma circonscription, ainsi que dans la région de Labelle. Et je trouve que dans la province de Québec, il y a un très grand besoin de coopération entre le gouvernement de la province et le gouvernement canadien pour faire progresser l'industrie touristique puisque l'on a déjà tous les attraits naturels pour assurer une bonne industrie touristique.

● (1600)

Monsieur le Président, je ne voudrais pas non plus laisser l'impression que mon collègue de Halton a carrément tort lorsqu'il s'adresse au gouvernement canadien et que cela

dépend seulement des provinces. Mon collègue, mon préopinant de la Colombie-Britannique, sait très bien que sa province également est un peu responsable. Mais, là aussi, le gouvernement canadien est responsable. Je suis engagé dans une campagne depuis trois ou quatre mois, monsieur le Président, pour sensibiliser la population de ma circonscription d'abord, les conseils municipaux, les chambres de commerce, les groupements sociaux à faire pression sur le gouvernement avec moi, pour appuyer et faire revivre le système ferroviaire, soit le service ferroviaire de Montréal à Mont-Laurier. Ce système qui constitue un corridor de 150 miles est tout aussi important pour nous dans la région des Laurentides, que le corridor Windsor-Québec. Et les raisons pour lesquelles il faut donner tant d'importance au développement du corridor Windsor-Québec sont les mêmes raisons qui valent pour le développement du corridor Montréal—Mont-Laurier, puisque c'est le corridor de communication dans le nord-est de l'Amérique du nord qui est le plus occupé... Pas seulement au Canada, mais le plus occupé dans le nord-est de l'Amérique du Nord. Il suffit de s'engager sur nos routes au nord de Montréal, allant vers Mont-Tremblant, par exemple, St-Jovite, et ce en fin de semaine, pour découvrir combien de milliers d'automobiles parcourent le trajet et je suis convaincu maintenant plus que jamais qu'avec les milliers de lettres que j'ai reçues, les résolutions des municipalités et des chambres de commerce, qu'il est absolument important et essentiel que le système ferroviaire soit moderne et rapide, fiable et confortable, et que ce système soit mis à la disposition du public voyageur puisqu'alors qu'on en a été privé pour 4 ans, monsieur le Président, les gens découvrent combien cela a été important depuis 1902 pour développer la région, et combien cela le sera pour développer davantage notre région et permettre aux jeunes qui n'ont pas d'automobile, aux gens qui veulent faire le voyage sans trop de frais, de prendre le train, un train rapide pour se rendre aux stations de ski dans les Laurentides et d'une façon sûre, puisque les intempéries, les tempêtes de neige et ainsi de suite n'affectent pas ce système autant que les routes.

Il y a aussi, monsieur le Président, d'autres domaines dans lesquels le gouvernement canadien pourrait contribuer. Je pense, par exemple, aux voyages aériens intra-Canada. Il y a de plus en plus de touristes qui viennent de l'Asie du Sud-Est et du Japon principalement, des Philippines et de la Malaisie; et la majorité, la très forte majorité de ceux-là se contentent de rester dans l'Ouest du pays, soit dans l'Alberta. Ils ne vont pas à l'est de l'Alberta, la majorité d'entre eux. Je trouve que si on rendait possible l'accès au centre ou même à l'est du pays, votre région, monsieur le Président, avec des taux aériens facilitant et favorisant une meilleure connaissance du Canada, pour tout le monde, pour tous ceux qui viennent chez nous, alors les touristes de l'Europe de l'Ouest pourraient avoir accès aux régions de l'ouest du pays, à des taux avantageux alors que ceux du Moyen-Orient et de l'Orient pourraient avoir accès à l'est et au centre du pays à des taux préférentiels. C'est un élément, monsieur le Président, qui relève du gouvernement canadien et là on serait mal venu de blâmer les provinces. Je pense qu'il incombe au gouvernement canadien de se pencher sur ce problème sérieux et d'essayer de trouver des solutions pour favoriser l'échange du tourisme à travers le pays.

Un autre aspect du problème et c'est de plus en plus urgent, monsieur le Président, je sais que mon temps est limité, et j'espère avoir la permission de mes collègues pour poursuivre